



## La zone euro en crise? Le casier judiciaire de la nouvelle présidente de la BCE Christine Lagarde

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 25 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Loi et Justice](#)

*Mme Christine Lagarde, directrice générale sortante du FMI, a été nommée présidente de la Banque centrale européenne (BCE) à compter du 1er novembre 2019.*

*Le président français Emmanuel Macron, agissant au nom de puissants intérêts bancaires, a joué un rôle déterminant dans la nomination de Mme Lagarde. Loué par les médias occidentaux, Mme. Lagarde a également reçu l'aval de Wall Street et de la Réserve fédérale américaine.*

Ce que les médias omettent de mentionner, c'est que Lagarde est un haut fonctionnaire corrompu impliqué dans la fraude financière. Elle a un casier judiciaire.

La zone euro est-elle en danger ? La fraude financière est ancrée aux plus hauts niveaux de la prise de décision politique et économique. Un haut fonctionnaire ayant un casier judiciaire peut facilement être manipulé. Cela affectera de manière indélébile la manière dont elle gère la BCE, ce qui pourrait avoir des répercussions sur le tissu même de la politique monétaire.

La nomination de Mme Lagarde à la tête de la BCE n'a fait l'objet d'aucun débat ou préoccupation. Les citoyens de l'UE n'ont pas été informés.

Elle est un instrument obéissant au pouvoir financier et bancaire qui contrôle à la fois le FMI et la Banque centrale européenne. Le Parlement européen est silencieux à ce sujet.

Le 20 décembre 2016, un tribunal français a déclaré Christine Lagarde, directrice générale du FMI, coupable de « négligence » dans le cadre d'une fraude de plusieurs millions d'euros alors qu'elle était Ministre des Finances en 2008.

Elle aurait approuvé « un transfert de 404 millions d'euros à l'homme d'affaires Bernard Tapie,[un ami du président Sarkozy] pour la vente contestée d'une entreprise ».

# Christine Lagarde reconnue coupable mais pas condamnée dans l'affaire de l'arbitrage Tapie

La directrice du FMI risquait jusqu'à un an de prison et 15.000 euros d'amende.

AFP

Christine Lagarde, responsable du Fonds monétaire international, a été condamnée pour son rôle dans un paiement controversé de 400 millions d'euros (355 millions de livres) à un homme d'affaires.

Les juges français ont déclaré Mme Lagarde coupable de négligence pour n'avoir pas contesté le paiement de l'arbitrage public à l'ami de l'ancien président français Nicolas Sarkozy[Bernard Tapie].

Mme. Lagarde, à l'issue d'un procès d'une semaine à Paris, n'a été condamné à aucune peine et ne sera pas puni.

La Cour de justice de la République, tribunal spécial pour les ministres, aurait pu condamner Mme Lagarde à un an de prison et à une amende de 13 000 euros. (The Independent, 19 décembre 2016, traduction par l'auteur)

## Christine Lagarde convicted: IMF head found guilty of criminal charges over massive government payout

But former French finance minister, who faced potentially one year in jail, will not face any punishment

Peter Walker | @petejohn\_walker | Monday 19 December 2016 15:15 |



IMF chief Christine Lagarde escorted by inspectors through tower on Elysee (Media Business/AFP/Getty)

Selon le Figaro:

# Affaire Tapie : Christine Lagarde déclarée coupable mais dispensée de peine

VIDÉO - La Cour de justice de la République estime que l'ancienne ministre de l'Économie a été négligente en n'ordonnant pas de recours dans l'affaire de l'arbitrage Tapie-Adidas. Le FMI lui a renouvelé sa confiance.

Par **Stéphane Durand-Souffland**

Publié le 19 décembre 2016 à 09:37, mis à jour le 19 décembre 2016 à 17:36



Christine Lagarde lors de son arrivée au procès, le 12 décembre. CHARLES PLATIAU/REUTERS

Capture d'écran : [Le Figaro](#), 19 décembre 2016

L'arrêt de la CJR entérine l'existence d'un détournement de fonds publics, sans l'existence duquel Christine Lagarde n'aurait pas pu être déclarée coupable

La cour en a donc décidé autrement. Pour elle, si Mme Lagarde avait ordonné un recours en annulation, cette nouvelle procédure «aurait sans doute permis de découvrir la fraude». En acceptant la sentence, elle a «rendu inéluctable l'appropriation, par les époux Tapie», d'une indemnisation faramineuse et obtenue de manière frauduleuse. ([Le Figaro](#), 19 décembre 2016)

Inhabituel en France ? Lagarde a été déclaré « coupable » sans l'exécution d'une peine d'emprisonnement d'un an ordonnée par la Cour : les criminels de haut rang reçoivent un traitement spécial. Elle a été accusée de « négligence » plutôt que de « complicité » dans une fraude de plusieurs millions d'euros.

Comble de l'ironie, Lagarde a été récompensée plutôt que pénalisée. Malgré son casier judiciaire, sa carrière n'a pas été entravée : elle a été nommée à la tête du FMI (2011-2019) et de la BCE (2019- ).

Fait significatif, cette « négligence » a coûté aux contribuables français plus de 400

millions d'euros » en dédommagement à M. Tapie « , un ami de Sarkozy.

Alors que la gestion de Mme Lagarde au FMI (2011-2019) a été un désastre, le conseil d'administration du FMI a confirmé qu'il conservait « une confiance totale » en son leadership. (BBC, 20 décembre 2016).

Quelle affirmation absurde : Le Conseil d'administration du FMI, composé de 24 membres, fut présidé par la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, pendant toute la durée de son mandat (2011-2019) (probablement à l'exception de la réunion tenue pour exprimer la « pleine confiance » du Conseil d'administration du FMI envers Christine Lagarde).

En vertu d'une décision du Conseil d'administration du FMI, qui est régulièrement présidé par l'accusée, les juges français ont décidé de ne pas appliquer une peine d'emprisonnement d'un an à l'encontre de l'accusée.

Christine Lagarde a exprimé ses remerciements au FMI et au Conseil d'administration du FMI. Le bilan de cette réunion du Conseil d'administration du FMI en faveur de Christine Lagarde n'a pas été rendu public.

## Christine Lagarde avoids jail, keeps job after guilty verdict in negligence trial

### **Judges opt not to give any punishment to head of International Monetary Fund, who was given support of IMF board after the verdict**

Sans entraves ni débat, sa nomination à la tête de la BCE a été confirmée par le Conseil européen en juillet dernier. Malgré son casier judiciaire, elle entamera son mandat de présidente de la Banque centrale européenne (BCE) le 1er novembre, date charnière dans l'évolution instable des marchés des changes qui coïncide avec l'échéance de Brexit de Boris Johnson, le 31 octobre.

Il y a eu une mise en accusation et une condamnation au criminel. Alors que la « négligence » est un euphémisme flagrant, sa nomination à la tête de la BCE est un désastre pour des millions d'Européens.



Équateur : Un modèle de réforme néolibérale du FMI sous la direction de Christine Lagarde

En janvier 2019, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a rencontré le président équatorien, Lenin Moreno, au Forum économique mondial de Davos. Deux mois plus tard, un « paquet » de réformes économiques meurtrières du FMI a été finalisé.

Image à droite : Lagarde et Moreno au Forum économique de Davos, janvier 2019

Alors que le prédécesseur de Moreno, Rafael Correa, dénonçait le FMI et la Banque mondiale comme des « vampires néocolonialistes qui veulent sucer les petits pays de leur souveraineté », Lénine Moreno a pleinement adhéré au programme néolibéral du FMI.

En mars 2019, un accord de « faux prêt » de 4,2 milliards de dollars avec le FMI a été mis en œuvre, entraînant une pauvreté de masse par le biais de réductions statutaires des salaires, des licenciements d'enseignants et de travailleurs de la santé, d'une vague de privatisation des services sociaux, d'un processus d'inflation entraînant un effondrement généralisé du pouvoir d'achat.

Étendre le rôle du FMI à l'UE

Le FMI a une longue tradition de déclenchement de la pauvreté et de destruction économique dans le cadre de son « Programme d'ajustement structurel » (PAS). Ce dernière consiste à imposer des réformes macroéconomiques drastiques comme condition d'allègement de la dette de plus de 100 pays en développement.

Ce modèle de gestion macro-économique du FMI (qui a déjà été appliqué dans plusieurs pays européens) sera-t-il étendu à tous les Etats membres de l'Union européenne ?

Quelle est la pertinence générale de la crise équatorienne ? Quelles en sont les conséquences pour l'Union européenne ? Quel sera le rôle de Lagarde à la BCE ?

Le pouvoir financier et bancaire (qui a soutenu sa nomination à la fois au FMI et à la BCE) souhaite reproduire la « médecine économique » de type FMI imposée aux pays en développement dans toute l'Union européenne. Désormais, le deux poids deux mesures en faveur des pays dits « développés » est aboli. Des réformes économiques brutales à appliquer dans le monde entier.

À quoi pouvons-nous nous attendre ? Un scénario d'appauvrissement systématique et planifié de l'Union européenne par l'imposition du même type de réformes néolibérales imposées aux pays dits en développement.

La zone euro en crise

De plus, la BCE sous la direction de Christine Lagarde facilitera la dollarisation de l'euro sans parler de la manipulation frauduleuse des marchés monétaires qui constitue également un moyen d'appauvrir des millions de personnes.

Il y a huit ans, retour en arrière: mai-juin 2011. Nomination frauduleuse de M. Lagarde à la tête du FMI

Le scandale du piège à miel de Dominique Strauss Khan (DSK) a joué un rôle déterminant dans l'adhésion de Mme Lagarde au FMI, alors que son rôle en tant que ministre des Finances de la France dans la fraude financière de 400 millions d'euros était déjà connu et documenté.

À l'époque, les médias se concentraient sur la victime présumée, la femme de chambre de l'hôtel, plutôt que sur ceux qui tiraient les ficelles dans les coulisses de ce qui était visiblement un coup monté politique.



Changement de régime : Dominique Strauss Khan (DSK), directeur général du FMI fut arrêté par la police de New York, et Christine Lagarde (du jour au lendemain) fut nommée pour le remplacer.

Il n'y avait pas de preuves solides contre Strauss-Kahn. Les procureurs le savaient dès le début de l'enquête. L'opération en sous main à l'endroit de Strauss Kahn consistait à maintenir les accusations contre Strauss Kahn le temps qu'il fallait pour permettre le changement de régime au FMI.

Le rapport du procureur du district de New York, Cyrus Vance Junior, disculpant Strauss Kahn de toutes les accusations contre lui, fut publié trois jours après la confirmation de Lagarde au poste de directeur général du FMI.

Si cette information avait été révélée quelques jours plus tôt, la candidature de Lagarde à la tête du FMI aurait sans doute été remise en question.

Est ce que le procureur Cyrus Vance Junior (fils de l'ancien secrétaire d'État Cyrus Robert Vance) avait des liens avec le président Nicolas Sarkozy? Ce n'est pas confirmé. Est ce que Sarkozy a joué un rôle (en sous main) dans l'affaire Strauss Khan.

#### Observations finales

La Banque centrale européenne (BCE) en tant qu'instrument de développement économique et social a été en quelque sorte kidnappé. La politique monétaire a été privatisée de facto. Le président de la banque centrale est contrôlé et manipulé par le pouvoir financier. Le Conseil européen a été indûment contraint de ratifier la nomination de Christine Lagarde.

Les citoyens de toute l'Europe devraient adopter une position ferme. Une mobilisation massive contre la nomination de Christine Lagarde devrait être envisagée.

Michel Chossudovsky

Source de l'image en vedette : [Flickr](#)

Vidéo

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

### A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the *Encyclopaedia Britannica*. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at [crgeditor@yahoo.com](mailto:crgeditor@yahoo.com)

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)